

AVANT-PROPOS DE MADAME VALERIE FOURNEYRON

Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative



© Maud Bernos

16 millions de bénévoles, 23 millions d'adhérents : la vitalité associative de notre pays est évidente. Derrière ces bons chiffres se cachent cependant des disparités générationnelles : le mouvement associatif est aujourd'hui porté en premier lieu par les retraités, les actifs étant moins engagés que leurs aînés.

Le Gouvernement a donc fait de l'engagement associatif des actifs, salariés et agents publics, une des priorités du quinquennat en matière de vie associative.

Les raisons qui convainquent ou dissuadent les actifs de s'engager étant mal connues, j'ai ouvert un chantier stratégique sur cette question en partenariat avec le Rameau, l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) et AG2R la Mondiale. Il associe l'ensemble des parties prenantes, notamment les partenaires sociaux et le monde associatif.

Nous serons ainsi mieux à même d'identifier les besoins des actifs, des associations et des entreprises. L'objectif est également d'améliorer la connaissance des pratiques adoptées par les entreprises pour susciter ou développer l'engagement des salariés. Via la réalisation d'une étude par l'IFOP sur les attentes des actifs, la mise en place d'un groupe de travail et l'organisation de ce séminaire, je souhaite que nous définissions ensemble le cadre d'une politique publique de soutien à l'engagement des actifs. Le réaménagement d'un des congés prévus par le code du travail susceptibles de favoriser l'engagement fait partie des débouchés possibles de nos travaux.

La question de l'engagement des actifs touche également des problématiques connexes comme l'articulation des temps sociaux – articulation entre vie professionnelle et vie personnelle et familiale – ou la manière dont l'expérience bénévole est valorisée et reconnue au sein des parcours professionnels.

Les enjeux et les acteurs concernés sont nombreux. Dès à présent, les associations, les partenaires sociaux, les entreprises, les experts, les pouvoirs publics travaillent main dans la main pour construire une véritable politique de soutien à l'engagement des actifs. C'est essentiel pour que les associations conservent et développent leur fonction centrale pour le « vivre ensemble ». Nous avons la responsabilité de les aider à construire leur avenir !